

DIRECTION DE L'ENVIRONNEMENT

ET DES RELATIONS  
AVEC LES COLLECTIVITES  
TERRITORIALES

**Bureau de l'Environnement  
Et de l'Urbanisme**

Installations Classées pour la Protection de  
l'Environnement  
SC/SC

**ARRETE n°4431 relatif à l'exploitation  
d'activités de transit, tri et de  
démantèlement de déchets d'équipements  
électriques et électroniques sur la  
commune de Mauléon, demande présentée  
par les Ateliers du Bocage**

**Le Préfet des Deux-Sèvres  
Chevalier de la Légion d'Honneur**

**VU** le code de l'Environnement, livre V, titre 1<sup>er</sup> relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement ;

**VU** le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié pris pour l'application de la loi n°76-663 du 19 juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement (codifiée au titre Ier du livre V du Code de l'Environnement) ;

**VU** la nomenclature annexée au décret du 20 mai 1953 modifié et complété ;

**VU** la demande d'autorisation présentée par les Ateliers du Bocage relative à l'exploitation d'activités de transit, tri et de démantèlement de déchets d'équipements électriques et électroniques sur la commune de Mauléon ;

**VU** les plans fournis à l'appui de cette demande ;

**VU** les conclusions favorables au projet émises par le commissaire enquêteur au cours de l'enquête publique qui s'est déroulée du 4 avril au 6 mai 2005 inclus;

**VU** l'avis émis par le conseil municipal de Mauléon ;

**VU** l'avis des services administratifs concernés ;

**VU** le rapport de l'Inspecteur des installations classées ;

**VU** l'avis émis le 11 octobre 2005 par le conseil départemental d'hygiène ;

Le pétitionnaire consulté ;

**CONSIDERANT** que les niveaux de bruit seront respectés en limite de propriété ;

**CONSIDERANT** que l'atelier de tri et de transit de déchets sera conforme à la réglementation ;

**CONSIDERANT** que les rétentions en place sont suffisantes pour récupérer les eaux polluées ou les déversements accidentels ;

**CONSIDERANT** que les conditions d'aménagement et d'exploitation, telles qu'elles sont définies par le présent arrêté, permettent de prévenir les dangers et inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés à l'article L 511-1 du Code de l'Environnement, notamment pour la commodité du voisinage, pour la santé, la sécurité, la salubrité publiques et pour la protection de la nature et de l'environnement .

**SUR** proposition du Secrétaire Général de la Préfecture,

## ARRETE

### TITRE I - PRESENTATION

#### **ARTICLE 1 – CARACTÉRISTIQUES DE L'AUTORISATION**

##### **1.1 - Autorisation**

L'association LES ATELIERS DU BOCAGE dont le siège social est situé à Le Peux, commune de LE PIN (79144) est autorisée à exploiter au 52, Route de Nantes, commune de MAULEON (79700) un atelier de transit, de tri et de démantèlement d'équipements électriques et électroniques en fin de vie.

Les activités concernées sont à ranger dans la nomenclature des installations classées sous les rubriques suivantes. Elles doivent respecter les prescriptions du présent arrêté.

Rubrique	Activité	Capacité	Classement
167-a	Station de transit de déchets industriels provenant d'installations classées	écrans :500 t /an DEE : 900 t/an	A
322-A	Station de transit de résidus urbains		A
1510	Stockage de matières, produits ou substances combustibles en quantité < 500 t dans des entrepôts couverts. Volume < 5 000 m <sup>3</sup>	30 T Volume 700 m <sup>3</sup>	NC
2661	Transformation de polymères (matières plastiques) par tout procédé exclusivement mécanique. Q < 2 T/j	< 2 t/j	NC
2662	Stockage de polymères (matières plastiques). Q < 100 m <sup>3</sup>	27 m <sup>3</sup>	NC

A Autorisation                      D Déclaration                      NC Non Classés

##### **1.2 - Installations non visées au tableau précédent ou soumises à déclaration**

Les prescriptions du présent arrêté s'appliquent également aux autres installations ou équipements exploités dans l'établissement, et non visées au tableau précédent, notamment, celles qui mentionnées ou non à la nomenclature des installations classées, sont de nature par leur proximité ou leur connexité avec une installation classée soumise à autorisation à modifier les dangers ou les inconvénients de cette installation.

Le présent arrêté vaut récépissé de déclaration pour les activités soumises à déclaration citées à l'article 1.1 ci-dessus.

##### **1.3 – Acceptation des déchets sur le site**

Il est strictement interdit de recevoir sur le site :

- des ordures ménagères brutes ou contenant des déchets fermentescibles provenant de la collecte auprès des ménages,
- des déchets d'explosifs,
- des déchets industriels spéciaux à l'exception des déchets des équipements électriques et électroniques (D3E)
  - piles et batteries (code déchets 16-06-01 à 16-06-06) ;
  - tubes cathodiques (code déchet 20-01-35, 16-02-13 et 16-02-15)
- des déchets d'activités de soins,
- des déchets contenant des PCB avec une teneur supérieure à 50 mg/kg,
- des déchets non refroidis dont la température peut provoquer un incendie,
- des déchets radioactifs,
- les déchets non pelletables, pulvérulents,
- des déchets contenant de l'amiante.

L'acceptation sur le site de produits très toxiques et/ou inflammables tels que définis par les rubriques 1 000 et 1430 de la nomenclature des installations classées est strictement interdite.

L'exploitant doit obtenir du producteur tous les renseignements qui lui sont nécessaires pour avoir une bonne connaissance du déchet en vue de réaliser une prévention efficace des pollutions et des risques dans son installation.

La nature et les quantités de déchets autorisés sur le site sont précisées dans le tableau ci-après :

Produits	Tonnage moyen traité par jour	Tonnage moyen traité par an	Capacité maximale de stockage
Ecran d'ordinateur et de téléviseur	2,3 T	500 T	50 T
Matériel informatique et électrique divers	4,1 T	900 T	20 T

Estimation des matériaux en transit sur le site :

Code déchet	Catégorie	Conditionnement	Capacité de stockage
Déchets banals			
08 03 13	Cartouches d'imprimantes	Carton	50 kg
Déchets dangereux			
16 02 15	Piles et batteries	Fût de 200 l	1,2 t (4 fûts)
16 02 13	Tubes cathodiques	Palette	15 T

Ces déchets sont collectés sur l'ensemble du territoire français par LES ATELIERS DU BOCAGE ou par l'intermédiaire d'un transporteur.

#### 1.4 - Conformité au dossier déposé

Les installations de l'établissement sont implantées, aménagées et exploitées conformément aux dispositions décrites dans le dossier de la demande, lesquelles seront si nécessaires adaptées de telle façon qu'il soit satisfait aux prescriptions énoncées ci-après.

### ARTICLE 2 – DISPOSITIONS GÉNÉRALES

#### 2.1 - Modifications

Tout projet de modification des installations, de leur mode d'utilisation ou de leur voisinage (création par exemple d'une nouvelle activité classée, modification du volume ou du type d'activité exercé) de nature à entraîner un changement notable de la situation existante, vis à vis notamment de l'environnement ou du niveau de sécurité des installations, doit être porté, avant sa réalisation, à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation.

#### 2.2 - Transfert des installations – changement d'exploitant

Tout transfert sur un autre emplacement des installations visées au tableau précédent nécessite une nouvelle demande d'autorisation ou une nouvelle déclaration.

Dans le cas où l'établissement changerait d'exploitant, le nouvel exploitant ou son représentant, doit en faire la déclaration au préfet dans le mois qui suit la prise en charge de l'exploitation. Cette déclaration doit mentionner, s'il s'agit d'une personne physique, les noms, prénoms et domicile du nouvel exploitant et, s'il s'agit d'une personne morale, sa dénomination ou sa raison sociale, sa forme juridique, l'adresse de son siège social ainsi que la qualité du signataire de la déclaration.

#### 2.3 - Taxe générale sur les activités polluantes

Conformément au Code des Douanes, les installations visées ci-dessus sont soumises à la Taxe Générale sur les Activités Polluantes (TGAP). Cette taxe est due pour la délivrance du présent arrêté et exigible à la signature de celui-ci. En complément de celle-ci, elle est éventuellement due sous la forme d'une Taxe annuelle établie sur la base de la situation administrative de l'établissement en activité au 1<sup>er</sup> janvier ou ultérieurement à la date de mise en fonctionnement de l'établissement ou éventuellement de l'exercice d'une nouvelle activité. La taxe est due, dans tous les cas, pour l'année entière.

#### 2.4 - Déclaration des accidents et incidents

Tout accident ou incident susceptible, par ses conséquences directes ou son développement prévisible, de porter atteinte aux intérêts visés à l'article L 511.1 du Code de l'Environnement, est déclaré dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées.

Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspecteur des installations classées. Il précise notamment les circonstances et les causes de l'accident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter son renouvellement et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme.

## 2.5 - Arrêt définitif des installations

Si l'exploitant met à l'arrêt définitif ses installations, il adresse au préfet, dans les délais fixés à l'article 34.1 du décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié, un dossier comprenant le plan mis à jour des terrains d'emprise des installations ainsi qu'un mémoire sur l'état du site. Ce mémoire précise les mesures prises et la nature des travaux pour assurer la protection des intérêts visés à l'article L511-1 du Code de l'Environnement et doit comprendre notamment :

- l'évacuation ou l'élimination des produits dangereux et des déchets présents sur le site,
- la dépollution des sols et des eaux souterraines éventuellement polluées,
- l'insertion du site (ou des installations) dans leur environnement et le devenir du site,
- en cas de besoin, la surveillance à exercer de l'impact du site sur son environnement.

## 2.6 - Objectifs et principes de conception et d'exploitation des installations

Les installations doivent être conçues de manière à limiter les émissions de polluants dans l'environnement, notamment par la mise en œuvre de technologies propres, le développement de techniques de valorisation, la collecte sélective et le traitement des déchets en fonction de leurs caractéristiques.

## 2.7 - Prélèvements et analyses (inopinés ou non)

L'inspection des installations classées peut à tout moment, réaliser des prélèvements d'effluents liquides ou gazeux, de déchets ou de sols en vue d'analyses et réaliser des mesures de niveaux sonores. Les frais de prélèvement et d'analyses sont à la charge de l'exploitant.

## 2.8 - Enregistrements, résultats de contrôles et registres

Tous les documents répertoriés dans le présent arrêté sont conservés sur le site durant 3 années à la disposition de l'inspection des installations classées sauf réglementation particulière.

L'exploitant doit établir et tenir à jour un dossier comportant les documents suivants :

- le dossier de demande d'autorisation ;
- les plans tenus à jour de l'ensemble des installations et de chaque équipement annexe ;
- l'arrêté préfectoral d'autorisation ;
- les résultats des mesures de contrôle, des rapports de visite réglementaires et les justificatifs d'élimination des déchets. Les documents devront être conservés pendant 3 ans ;
- les registres prévus à l'article 8.7.

Le dossier doit être tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

## 2.9 – Informations

Les dispositions du décret n° 93-1410 du 29 décembre 1993 fixent les modalités d'exercice du droit à l'information en matière de déchets tel que prévu à l'article L 124-1 du Code de l'Environnement sont applicables.

## 2.10 - Echancier de mise en œuvre de l'arrêté

Le présent arrêté est applicable dès sa notification à l'exception des prescriptions suivantes :

ARTICLE	OBJET	DELAI
5-1	Rétention benne ferraille	1 <sup>er</sup> semestre 2005

## 2.11 - Récapitulatif des documents à transmettre à l'inspection

ARTICLE	OBJET	PERIODICITE
8-4	Déclaration des déchets	Annuelle

## TITRE II – EAU

### ARTICLE 3 – PRÉLÈVEMENTS ET CONSOMMATION D'EAU

Les prélèvements d'eau réalisés sur le réseau public d'adduction, sont seulement destinés aux besoins humains (wc, douche, etc...). Les sanitaires mis à la disposition du personnel sont ceux de la Communauté voisine « EMMAÛS PEUPINS ».

### ARTICLE 4 – Qualité des rejets

#### 4.1 - Collecte des effluents liquides

Le réseau de collecte doit être de type séparatif permettant d'isoler les eaux usées, des eaux pluviales non susceptibles d'être polluées.

Les eaux pluviales de ruissellement pouvant être polluées seront traitées (déshuileur) avant rejet. Celles-ci sont évacuées vers le déshuileur géré par la société EMMAUS PEUPINS. Il n'y a pas de rejet d'eaux usées liées aux activités du site.

Le réseau de collecte étant celui d'EMMAUS PEUPINS, une convention sera réalisée entre les deux établissements.

Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts doivent être établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés.

Ce plan doit faire apparaître les secteurs collectés, les points de branchement, regards, vannes manuelles... Il est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.

Les activités exercées n'étaient pas consommatrices d'eau, il n'y aura aucune eau résiduaire industrielle.

#### 4.2 - Identification des points de rejet

POINT DE REJET	NATURE DES EFFLUENTS	TRAITEMENT AVANT REJET	MILIEU RECEPTEUR
N° 1	Eaux pluviales de ruissellement	Déshuileur de la société EMMAUS PEUPINS	Rivière Ouin
N° 2,	Eaux pluviales de toitures	-	Rivière Ouin

Les points de rejet sont repérés sur les plans tenus à jour visés à l'article 4.1 ci-dessus.

#### 4.3 - Aménagement des points de rejet

Le point de rejet n° 1 doit être aménagé pour permettre un prélèvement aisé d'échantillons.

#### 4.4 - Rejet d'eaux dans un ouvrage collectif

Les prescriptions de cet arrêté s'appliquent sans préjudice de l'autorisation de raccordement au réseau public délivré en application de l'article L 1331-10 du Code de la santé publique, par la collectivité à laquelle appartient le réseau.

### **ARTICLE 5 – PRÉVENTION DES POLLUTIONS ACCIDENTELLES**

#### 5.1 - Règles générales

L'exploitant doit prendre toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation des installations pour prévenir et pour limiter les risques et les effets des pollutions accidentelles des eaux et des sols.

#### 5.2 - Cuvettes de rétention

Tout stockage de produits liquides susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols doit être associé à une capacité de rétention dont le volume doit être au moins égal à la plus grande des deux valeurs :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir,
- 50 % de la capacité des réservoirs associés.

Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.

Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 l, la capacité de rétention est au moins égale à :

- dans le cas de liquides inflammables, à l'exception des lubrifiants, 50 % de la capacité totale des fûts ;
- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts ;
- dans tous les cas 800 l minimum ou la capacité totale lorsque celle-là est inférieure à 800 l.

La capacité de rétention doit être étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résister à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui doit être maintenu fermé en conditions normales.

La rétention doit être résistante au feu.

Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne doivent pas être associés à une même rétention.

#### 5.3 - Rétention des aires et locaux de travail

Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation des matières dangereuses pour l'homme ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol doit être étanche, incombustible et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement : pour cela un seuil surélevé par rapport au niveau du sol ou tout dispositif équivalent les sépare de l'extérieur ou d'autres aires ou locaux. Ces dispositions de portée générale visent tout particulièrement :

- la zone de chargement et déchargement des marchandises et la zone stockage des plastiques qui seront un revêtement imperméable avec récupération des eaux pluviales ;
- la benne ferraille placée sur la zone de rétention communiquant avec la zone de chargement-déchargement.

#### **5.4 - Transport de produits**

Le transport des produits à l'intérieur de l'établissement doit être effectué avec les précautions nécessaires pour éviter le renversement accidentel des emballages (arrimage des fûts, ...).

#### **5.5 - Confinement des pollutions accidentelles**

Des dispositifs permettant l'obturation des réseaux d'évacuation des eaux pluviales et de ruissellement sont implantés de sorte à maintenir sur le site les eaux d'extinction d'un sinistre ou l'écoulement d'eaux polluées. Une consigne définit les modalités de mise en œuvre de ces dispositifs.

L'ensemble des eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident y compris les eaux utilisées pour l'extinction d'un incendie est recueilli dans un bassin de confinement. Le volume de ce bassin est de 184 m<sup>3</sup>. Il est commun à EMMAUS PEUPINS et ATELIERS DU BOCAGE.

Les organes de commande nécessaires à la mise en service de ce bassin doivent pouvoir être actionnés en toutes circonstances.

### **TITRE III – AIR**

#### **ARTICLE 6 – Qualité des rejets**

##### **6.1 Collecte des émissions**

Toutes dispositions seront prises pour limiter les envols et les émissions de toute nature dans l'atmosphère.

L'activité ne génère aucun rejet atmosphérique.

L'atelier bénéficie du réseau de chauffage de la Communauté Emmaus Peupins (chaudière à bois).

##### **6.2 – Généralités**

Les moteurs des véhicules stationnés dans l'établissement sont arrêtés notamment pendant les périodes de chargement et de déchargement des marchandises.

Le brûlage à l'air libre est interdit.

##### **6.3 – Prévention de la formation d'odeur**

Tout dégagement d'odeur devra être combattu immédiatement par des moyens efficaces. Le transit de déchets fermentescibles est interdit.

##### **6.4 – Traitement des rejets – émissions diffuses**

Sans préjudice des règlements d'urbanisme, les dispositions nécessaires pour prévenir les envols de poussières et matières diverses (notamment des papiers) sont prises à savoir :

- les voies de circulation et aires de stationnement des véhicules sont convenablement nettoyées ;
- les véhicules sortant de l'installation ne doivent pas entraîner de dépôt de poussières ou de boue sur les voies de circulation ;
- les camions transportant les déchets susceptibles d'envol doivent être fermés ou à défaut, couverts de bâches ou de filets pour éviter les envols au cours du transport. Des consignes dans ce sens doivent être portées à la connaissance des chauffeurs de la société et des prestataires habituels.

L'exploitant doit vérifier le respect de ces consignes et refuser l'accès des véhicules ne respectant pas cette disposition,

### **TITRE IV – BRUITS ET VIBRATIONS**

#### **ARTICLE 7 – PRÉVENTION ET LIMITATION DU BRUIT ET DES VIBRATIONS ÉMIS PAR LES INSTALLATIONS**

##### **7.1 – Valeurs limites de bruit**

L'ensemble des activités de l'établissement, y compris le bruit émis par les véhicules et engins visés ci-dessous, doivent respecter les valeurs admissibles définies au tableau annexé.

## 7.2 – Véhicules et engins de chantier

Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier utilisés à l'intérieur de l'établissement, sont conformes aux dispositions en vigueur les concernant en matière de limitation de leurs émissions sonores. En particulier, les engins de chantier sont conformes à un type homologué.

L'usage de tous appareils de communication par voie acoustique (sirène, avertisseurs, haut-parleurs, etc ...) gênants pour le voisinage est interdit, sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

## 7.3 – Vibrations

Les émissions solidiennes ne sont pas à l'origine de valeurs supérieures à celles précisées dans la circulaire du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées.

# TITRE V – DECHETS

## ARTICLE 8 – PRÉVENTION DE LA POLLUTION PAR LES DÉCHETS

### 8.1 – Définition des règles

L'élimination des déchets comporte les opérations de collecte, transport, stockage, tri et traitement nécessaires à la récupération des éléments et matériaux réutilisables ou de l'énergie, ainsi qu'au dépôt de tous autres produits dans des conditions qui ne soient pas de nature à produire des effets nocifs sur le sol, la flore et la faune, et, d'une façon générale, à porter atteinte à la santé de l'homme et à l'environnement (livre V, titre IV du Code de l'Environnement).

Afin d'assurer une bonne élimination des déchets, l'exploitant organise la gestion de ses déchets de façon à :

- limiter les transports en distance et en volume,
- trier, recycler, valoriser ses sous-produits de fabrication,
- choisir la filière d'élimination ayant le plus faible impact sur l'environnement à un coût économiquement acceptable,
- s'assurer, pour les déchets ultimes dont le volume est strictement limité, d'un stockage dans les meilleures conditions possible.

### 8.2 – Règles de gestion

#### 8.2.1. – Règles générales

L'exploitation doit se faire sous la surveillance d'une personne nommément désignée par l'exploitant. L'ensemble du personnel intervenant sur le site doit avoir reçu une formation sur la nature des déchets triés dans l'établissement.

L'exploitant favorise le tri à la source, chez ses clients directs ou via les collecteurs pour les autres producteurs de déchets, en les informant des modalités d'un tri optimisé et en leur proposant les moyens qui en découlent. Il veille dans le cas des déchets d'emballages à ce que les producteurs assurent une séparation permettant de favoriser la valorisation ultérieure de ces déchets.

Avant d'admettre un déchet dans ses installations et en vue de vérifier son admissibilité sur le site, l'exploitant doit obtenir du producteur tous les renseignements qui lui sont nécessaires pour avoir une bonne connaissance de la nature des déchets. Il peut solliciter des informations complémentaires du producteur notamment en vue de réaliser une prévention efficace des pollutions et des risques dans son installation. L'exploitant se prononce au vu des informations communiquées par le producteur sur sa capacité à admettre le déchet en question. Il délivre au producteur un certificat d'acceptation préalable ou un avis de refus de prise en charge. Cette information préalable est renouvelée tous les trois ans.

Toute livraison fait l'objet d'un contrôle visuel à la réception de la nature des déchets reçus sur le site ainsi que d'une pesée. Cette dernière peut être réalisée à l'extérieur du site.

Il est systématiquement établi un bordereau de réception. Par ailleurs, une procédure d'urgence doit être établie et faire l'objet d'une consigne d'exploitation écrite en cas d'identification de déchets non admissibles au sein de l'installation. Cette consigne doit prévoir l'information du producteur du déchet, le retour immédiat du déchet vers ledit producteur ou l'expédition vers un centre de traitement autorisé, et l'information de l'inspection des installations classées. Un registre des refus est tenu à jour et à disposition de l'inspection des installations classées.

Le fonctionnement de l'installation et la réception des déchets sont effectués de 8h00 à 18h00 du lundi au vendredi.

#### 8.2.2. – Conformité aux plans d'élimination des déchets

L'élimination des déchets industriels banals et des résidus urbains respecte les orientations définies dans le plan départemental d'élimination des déchets ménagers et assimilés en vigueur.

L'élimination des déchets industriels spéciaux doit respecter les orientations définies dans le plan régional d'élimination des déchets industriels spéciaux approuvé par l'arrêté préfectoral du 22 juillet 1996.

### **8.3 – Stockage provisoire**

Dans l'attente de leur élimination, les déchets triés par l'établissement doivent être stockés dans des conditions permettant de prévenir les risques de pollution (prévention d'envols, des ruissellements, des infiltrations dans le sol, des odeurs, ...).

La quantité de déchets stockés sur le site ne doit pas dépasser 3 mois de production.

#### **8.3.1 – Organisation des stockages**

Toutes précautions sont prises pour que :

- les emballages soient repérés par les seules indications concernant le déchet.
- les déchets conditionnés en emballages soient stockés sur des aires couvertes et ne puissent pas être gerbés sans précautions particulières afin d'éviter les risques de chutes.
- les stockages de déchets soient identifiés et portent les indications permettant de les reconnaître.

Les aires de réception et de stockage des déchets reçus sur le site sont construites en matériaux robustes, susceptibles de résister aux chocs ; elles sont étanches. Les surfaces en contact avec les résidus doivent pouvoir résister à l'abrasion et être suffisamment lisses pour éviter l'accrochage des matières.

Les déchets sont stockés en vrac dans des bennes, par catégories de déchets compatibles et sur des aires affectées à cet effet. Toutes les précautions sont prises pour limiter les envols.

Les déchets non recyclables résultant du tri sont stockés sur une aire distincte et le volume stocké ne doit pas excéder 30 m<sup>3</sup>.

### **8.4 – Elimination**

#### **8.4.1 – Elimination des déchets banals**

L'exploitant doit être en mesure de justifier le caractère ultime, au sens de l'article L 541.1 du Code de l'Environnement, des déchets mis en Centre d'Enfouissement Technique.

#### **8.4.2 – Déchets d'emballage (hors des déchets des ménages)**

Ces emballages sont éliminés conformément aux dispositions du décret n°94-609 du 13 juillet 1994 relatif à l'élimination des déchets d'emballages dont les détenteurs finaux ne sont pas les ménages.

L'exploitant met en œuvre les mesures lui permettant d'effectuer une valorisation matière d'au moins 60 % en poids des déchets d'emballages qu'il prend en charge (hors collecte sélective auprès des ménages). Ce taux est porté à 85 % dans le cas des apports monomatériaux.

Des objectifs de valorisation matière de 65 % en 2005 et de 75% en 2010 doivent être retenus pour les déchets d'emballages reçus en mélange.

Pour les déchets qui n'auront pas fait l'objet d'une valorisation matière, la filière d'élimination par incinération avec récupération d'énergie est mise en œuvre de préférence à l'enfouissement en Centre d'Enfouissement Technique autorisé, dans des conditions minimisant les transports des déchets à éliminer.

#### **8.4.3 – Déchets d'emballage provenant des ménages**

L'exploitant met en œuvre les mesures lui permettant d'effectuer une valorisation matière d'au moins 80 % en poids des déchets d'emballages issus des collectes sélectives auprès des ménages.

Les refus sont dirigés vers une filière d'élimination par incinération avec récupération d'énergie de préférence à l'enfouissement en Centre d'Enfouissement Technique autorisé, dans des conditions minimisant les transports des déchets à éliminer.

#### **8.4.4 – Déchets industriels**

Le taux annuel de valorisation matière des déchets visés à l'article 1.3 doit être au minimum de 50 % au 31 décembre 2005. Ces taux sont déterminés par rapport aux quantités de déchets réceptionnés sur le site pendant l'année calendaire considérée.

Pour les déchets qui n'auront pas fait l'objet d'une valorisation matière, la filière d'élimination par incinération avec récupération d'énergie est mise en œuvre de préférence à l'enfouissement en Centre d'Enfouissement Technique autorisé.

### **8.5 – Elimination des déchets industriels spéciaux**

L'élimination des déchets est assurée dans des installations dûment autorisées ou déclarées à cet effet au titre du Code de l'Environnement livre V Titre Ier. L'exploitant est en mesure d'en justifier l'élimination à l'inspection des installations classées. Il tiendra à sa disposition une caractérisation et une quantification de tous les déchets industriels spéciaux.



## 8.6 – Suivi des déchets générateurs de nuisances

L'exploitant doit établir un bordereau de suivi de déchets, lors de la remise des déchets à un tiers, selon les modalités fixées à l'arrêté du 4 janvier 1985 relatif au contrôle des circuits d'élimination des déchets générateurs de nuisances.

## 8.7 – Registres relatifs à l'élimination des déchets

Une information annuelle des déchets qui transitent sur le site et reprenant également les codes des déchets selon la nomenclature en vigueur est transmise à l'Inspection des Installations classées.

## 8.8 – Transport

En cas d'enlèvement et de transport, l'exploitant s'assure lors du chargement que les emballages ainsi que les modalités d'enlèvement et de transport sont de nature à assurer la protection de l'environnement et à respecter les réglementations spéciales en vigueur, en particulier s'il est fait usage de bennes ouvertes, les produits doivent être couverts d'une bâche ou d'un filet avant le départ.

En cas d'enlèvement par un tiers, l'exploitant s'assure au préalable que l'entreprise de transport est déclarée en préfecture au titre du décret 98-679 du 30 juillet 1998.

# TITRE VI – RISQUES

## ARTICLE 9 - DISPOSITIONS TECHNIQUES

### 9.1 – Règles d'implantation

L'exploitant respecte dans l'implantation des bâtiments qui abritent les installations les règles de distances suivantes :

- Les installations et dépôts doivent être implantés à une distance d'au moins 10 mètres des immeubles habités ou occupés par des tiers.
- A défaut ils doivent être isolés par un mur coupe feu de degré 4 heures dépassant les toitures d'au moins un mètre.

### 9.2 - Clôture

L'établissement doit être entouré d'une clôture réalisée en matériaux résistants et incombustibles d'une hauteur minimale de 2 mètres. Elle doit être implantée et aménagée de façon à faciliter toute intervention ou évacuation en cas de nécessité (passage d'engins de secours). Un accès principal et unique, muni d'un portail fermant à clé, doit être aménagé pour les conditions normales de fonctionnement, tout autre accès devant être réservé à un usage secondaire et exceptionnel.

### 9.3 6 Aménagement paysager

Une haie arbustive sera plantée entre la route et le parking de l'établissement.

### 9.4 - Matériel de prévention et de lutte contre l'incendie

L'établissement doit être doté de moyens de secours contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, notamment :

- un réseau d'eau public ou privé alimentant des poteaux d'incendie de 100 mm de diamètre dont un est implanté à 200 mètres au plus de l'établissement, d'un modèle incongelable et comportant des raccords normalisés. Ce réseau est capable de fournir le débit nécessaire à l'alimentation simultanée des 3 robinets d'incendie armés et à l'alimentation, à raison de 60 m<sup>3</sup>/heure chacun des 3 poteaux d'incendie, pendant 2 heures,
- des extincteurs répartis à l'intérieur des locaux, sur les aires extérieures et les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction doivent être appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits stockés,
- un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours,
- des plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours,
- un système d'alarme incendie,
- une réserve de sable meuble et sec en quantité adaptée au risque, sans être inférieure à 100 litres, et des pelles,
- des matériels spécifiques : masques, combinaisons, etc...,
- des robinets d'incendie armés répartis dans l'atelier et situés à proximité des issues. Ils sont protégés contre le gel et disposés de telle sorte qu'un foyer puisse être attaqué simultanément par 2 lances en directions opposées.

### 9.5 - Issue de secours

Les locaux doivent être aménagés pour permettre une évacuation rapide du personnel. L'emplacement des issues doit offrir au personnel des moyens de retraite en nombre suffisant et dans des directions opposées. Les portes doivent s'ouvrir vers l'extérieur et pouvoir être manœuvrées de l'intérieur en toutes circonstances. L'accès aux issues est balisé. Un plan de repérage est disposé près de chacune d'entre elles.

Toutes les portes intérieures ou extérieures, sont repérables par des inscriptions visibles en toutes circonstances et leurs accès convenablement balisés.

Des plans d'évacuation sont affichés dans les locaux en nombre suffisant pour informer le personnel des conditions d'évacuation.

## **ARTICLE 10 - Locaux à risques**

### **10.1 - Localisation**

L'exploitant tient à jour, sous sa responsabilité, le recensement des parties de l'établissement qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées, utilisées ou produites, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur l'environnement, la sécurité publique ou le maintien en sécurité de l'établissement.

L'exploitant détermine pour chacune de ces parties de l'établissement la nature du risque (incendie, atmosphères explosives ou émanations toxiques). Ce risque est signalé dans les locaux correspondants.

### **10.2 - Comportement au feu des bâtiments**

La stabilité au feu des structures doit être compatible avec les délais d'intervention des services d'incendie et de secours. Les éléments de construction seront d'une manière générale incombustibles.

L'usage des matériaux combustibles est limité au strict minimum indispensable.

La conception générale des ateliers classés en zone à risque d'incendie est conduite de sorte à assurer, à partir d'une division des activités concernées, une séparation effective des risques présentés par leur éloignement ou une séparation physique de stabilité suffisante eu égard aux risques eux-mêmes. L'usage de matériaux combustibles est limité au strict minimum indispensable.

### **10.3 - Accessibilité**

Les installations classées en zone à risque d'incendie doivent être accessibles pour permettre l'intervention des services d'incendie et de secours. Les bâtiments concernés sont desservis, sur au moins une face, par une voie engin.

La zone de tri et de transit des DIB est isolée du reste des bureaux et locaux sociaux par un mur coupe-feu 1 heure minimum. Les ouvertures pratiquées dans ce mur sont équipées de portes présentant un degré coupe feu de degré ½ heure minimum et munies de ferme-portes.

A l'intérieur des locaux, les allées de circulation sont aménagées et maintenues constamment dégagées pour faciliter la circulation et l'évacuation du personnel ainsi que l'intervention des secours en cas de sinistre.

### **10.4 - Installations électriques**

Les installations électriques sont conformes à la norme NFC 15.100 pour la basse tension et aux normes NFC 13.100 et NFC 13.200 pour la haute tension. Le matériel électrique doit être entretenu en bon état et doit en permanence rester conforme en tout point à ses spécifications techniques d'origine.

Dans les zones à risques d'incendie, les canalisations et le matériel électrique doivent être réduits à leur strict minimum, ne pas être une cause possible d'inflammation et être convenablement protégés contre les chocs, contre la propagation des flammes et contre l'action des produits présents dans les locaux où ils sont implantés.

Dans les locaux exposés aux poussières et aux projections de liquides, le matériel est étanche à l'eau et aux poussières en référence à la norme NFC 20.010. Dans les locaux où sont accumulées des matières inflammables ou combustibles, le matériel est conçu et installé de telle sorte que le contact accidentel avec ces matières ainsi que l'échauffement dangereux de celles-ci soient évités. En particulier, dans ces zones, le matériel électrique dont le fonctionnement provoque des arcs, des étincelles ou l'incandescence d'éléments, n'est autorisé que si ces sources de dangers sont incluses dans des enveloppes appropriées.

Des interrupteurs multipolaires pour couper le courant (force et lumière) sont installés à l'extérieur des zones à risques.

Les appareils des éclairages fixes ne sont pas situés en des points susceptibles d'être heurtés en cours d'exploitation ou sont protégés contre les chocs. Ils sont en toutes circonstances éloignés des matières, produits ou substances entreposées pour éviter leur échauffement. Les installations fixes d'éclairage de sécurité sont conformes aux normes en vigueur.

### **10.5 - Electricité statique - Mise à la terre**

En zones à risques, tous les récipients, canalisations, éléments de canalisations, masses métalliques fixes ou mobiles doivent être connectés électriquement de façon à assurer leur liaison équipotentielle.

L'ensemble doit être mis à la terre. La valeur des résistances des prises de terre est conforme aux normes.

## 10.6 – Désenfumage

Si les installations sont situées à l'intérieur d'un bâtiment, la toiture doit être réalisée en éléments incombustibles. Elle doit comporter au moins sur 1 % de sa surface des éléments permettant, en cas d'incendie, l'évacuation des fumées (par exemple, matériaux légers fusibles sous l'effet de la chaleur). Sont obligatoirement intégrés dans ces éléments des exutoires de fumée et de chaleur à commande manuelle dont la surface est au moins égale à 0,5 % de la surface totale de la toiture. La commande manuelle des exutoires de fumée doit être facilement accessible depuis les issues de secours. Les exutoires de fumées doivent pouvoir fonctionner quelles que soient les conditions météorologiques.

## 10.7 - Chauffage des locaux à risques

Le chauffage éventuel des locaux situés en zones à risques ne peut se faire que par fluide chauffant (air, eau, vapeur d'eau), la température de la paroi extérieure chauffante n'excédant pas 150°C. Tout autre procédé de chauffage peut être admis, dans chaque cas particulier, s'il présente des garanties de sécurité équivalentes.

## 10.8 - Protection contre la foudre

Les installations sur lesquelles une agression par la foudre peut être à l'origine d'événements susceptibles de porter gravement atteinte, directement ou indirectement à la sécurité des installations, à la sécurité des personnes ou à l'environnement et notamment celles situées en zones à risques, sont protégées contre la foudre en application de l'arrêté ministériel du 28 janvier 1993 et à sa circulaire du 28 octobre 1996.

## 10.9 - Interdiction des feux

Dans les zones à risques de l'établissement, il est interdit d'apporter du feu sous une forme quelconque, sauf pour la réalisation de travaux ayant fait l'objet d'un « permis de feu ». Cette interdiction doit être affichée en caractères apparents.

## 10.10 - Propreté des locaux à risques

Les locaux à risques doivent être maintenus propres et régulièrement nettoyés notamment de manière à éviter les amas de matières combustibles et de poussières susceptibles de s'enflammer ou de propager une explosion. Le matériel de nettoyage doit être adapté aux risques présentés par les produits et poussières.

## ARTICLE 11 – Dispositions organisationnelles

### 11.1 - Connaissance des produits - Etiquetage

Les fûts, réservoirs et autres emballages doivent porter en caractères très lisibles le nom des produits et, s'il y a lieu, les symboles de danger conformément à la réglementation relative à l'étiquetage des substances et préparations chimiques dangereuses.

### 11.2- Stockage dans les ateliers

La présence dans les ateliers de travail de matières dangereuses ou combustibles est limitée aux nécessités de l'exploitation.

### 11.3 - Contrôles des accès

Les personnes étrangères à l'établissement ne doivent pas avoir un accès libre aux installations.

### 11.4 - Surveillance

L'exploitation doit se faire sous la surveillance, directe ou indirecte, d'une personne nommément désignée par l'exploitant et ayant une connaissance de la conduite des installations et des dangers et inconvénients des produits utilisés ou stockés dans l'établissement.

### 11.5 - Vérifications périodiques

Les installations électriques, les engins de manutention et les matériels de sécurité et de secours, doivent être entretenus en bon état et contrôlés après leur installation ou leur modification puis tous les ans au moins par une personne compétente.

La valeur des résistances des prises de terre est périodiquement vérifiée. L'intervalle entre deux contrôles ne peut excéder un an.

### 11.6 - Consignes de sécurité

Sans préjudice des dispositions du code du travail, des consignes précisant les modalités d'application des dispositions du présent arrêté doivent être établies, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel. Ces consignes doivent notamment indiquer :

- l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, dans les zones à risques de l'établissement,
- l'obligation du « permis de feu » pour les zones à risques de l'établissement,
- les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides),

- les mesures à prendre en cas de fuite de substances dangereuses, notamment les conditions d'élimination prévues,
- les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie,
- la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc...,
- la procédure permettant, en cas de lutte contre un incendie, d'isoler le site afin de prévenir tout transfert de pollution vers le milieu récepteur.

### **11.7 - Consignes d'exploitation**

Ces consignes prévoient notamment :

- les modes opératoires,
- la fréquence de contrôle des dispositifs, de signalisation, de sécurité,
- les instructions de maintenance et de nettoyage.

### **11.8 - Formation du personnel à la lutte contre l'incendie**

L'exploitant doit prendre toutes les dispositions pour assurer la formation du personnel susceptible d'intervenir, en cas de sinistre, à l'usage des matériels de lutte contre l'incendie.

### **11.10 – Contrôle des véhicules**

L'exploitant doit s'assurer que les véhicules arrivant à son installation sont conçus pour vider entièrement leur contenu. Il doit vérifier que le déchargement du véhicule est effectué complètement.

L'exploitant vérifie tous les véhicules transitant dans l'installation même s'il n'en est pas propriétaire ou gestionnaire. Il refuse tout véhicule ne présentant pas les garanties suffisantes pour la protection de l'environnement.

L'exploitant s'assure que les transporteurs collecteurs dont il emploie les services respectent les règles de l'art en matière de transport et que les véhicules sont, notamment conformes aux prescriptions du règlement sur le transport des matières dangereuses et à toute réglementation spécifique en la matière.

Les entreprises de transport doivent être déclarées pour l'exercice de l'activité de transport par route de déchets dangereux et non dangereux conformément aux dispositions du décret 98.679 du 30 juillet 1998 et son arrêté d'application du 12 août 1998).

Avant de charger ou de faire procéder au chargement de tout véhicule l'exploitant s'assure que :

- le véhicule est apte au transport du déchet devant y être transporté ;
- le véhicule est propre et que les traces du précédent chargement ont été nettoyées ou qu'elles ne présentent pas d'incompatibilité ;
- le chargement est mécaniquement compatible avec les résidus.

### **11.11 – Rongeurs et insectes**

Les locaux sont mis en état de dératisation permanente. Les factures des produits raticides ou le contrat passé avec une entreprise spécialisée en dératisation sont tenus à la disposition de l'Inspection des Installations Classées pendant une durée d'un an.

### **11.12 – Surveillance interne**

L'exploitant met en œuvre un programme de surveillance, préétabli et documenté, de ses installations et de son organisation afin de s'assurer du bon respect des dispositions du présent arrêté et de celui des règles internes de sécurité.

Les comptes rendus des actions de surveillance sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

### **11.13 – Protection des employés**

Les équipements individuels nécessaires à la protection des employés (lunettes, casques, gants, ...) sont disponibles en permanence sur le site. Le gerbage de déchets est limité en hauteur de manière à ne pas compromettre la sécurité du personnel.

## **TITRE VII – DISPOSITIONS ADMINISTRATIVES**

### **ARTICLE 12 – Délais et voies de recours**

La présente décision peut être déférée au Tribunal Administratif de Poitiers.

- pour l'exploitant, le délai de recours est de deux mois. Ce délai commence à courir du jour où la présente autorisation a été notifiée,
- pour les tiers le délai est de quatre ans. Ce délai commence à courir à compter de la publication ou de l'affichage de la présente autorisation. Ce délai étant, le cas échéant prolongé jusqu'à la fin d'une période de deux années suivant la mise en activité de l'installation.

**ARTICLE 13 – PUBLICATION**

Conformément aux dispositions réglementaires en vigueur, un extrait du présent arrêté, énumérant les conditions auxquelles l'autorisation est accordée, sera affiché à la mairie pendant une durée minimum d'un mois avec mention de la possibilité pour les tiers de consulter sur place, ou à la Préfecture des Deux-Sèvres (Direction de l'Environnement et des Relations avec les Collectivités Territoriales – Bureau de l'Environnement et de l'Urbanisme) le texte des prescriptions ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité sera dressé par les soins de Monsieur le Maire de MAULEON.

Le même extrait sera affiché en permanence de façon visible dans l'installation par les soins de bénéficiaire de l'autorisation.

Un avis sera inséré, par les soins du Préfet, et aux frais de l'exploitant, dans deux journaux locaux ou régionaux, diffusés dans tout le département.

**ARTICLE 14 – APPLICATION**

Le Secrétaire Général de la Préfecture, le sous-préfet de Bressuire, le maire de Mauléon, le Chef de la Subdivision de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement Inspecteur des Installations Classées pour la protection de l'Environnement, le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont copie leur sera adressée ainsi qu'aux Ateliers du Bocage.

Niort, le 7 novembre 2005  
Pour Le Préfet, et par délégation  
Le secrétaire général de la préfecture  
Jean-Yves CHIARO

**BRUIT**  
**VALEURS LIMITES ET POINTS DE CONTRÔLE**

Les valeurs limites et les mesures sont établies en référence à l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997. Ces mesures sont effectuées dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation sur une durée d'une demi-heure au moins.

<b>Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'établissement)</b>	<b>Emergence admissible pour la période allant de 7 h 00 à 22 h 00 sauf dimanches et jours fériés</b>	<b>Emergence admissible pour la période allant de 22 h 00 à 7 h 00 ainsi que les dimanches et jours fériés</b>
supérieur à 35 dB(A) et inférieur ou égal à 45 dB (A)	6 dB(A)	4 dB (A)
supérieur à 45 dB(A)	5 dB (A)	3 dB (A)

De plus, la durée d'apparition de tout bruit particulier, à tonalité marquée, de manière établie ou cyclique ne doit pas excéder de 30 % la durée de fonctionnement de l'établissement dans chacune des périodes visées ci-dessous.

<b>POINTS DE CONTRÔLES</b>	<b>Niveaux limites admissibles de bruit en dB(A) en limite de propriété</b>	
	<b>Jour (7h00- 22h00) sauf dimanches et jours fériés</b>	<b>Nuit (22h00- 7h00) et dimanches et jours fériés</b>
<b>En limite de propriété</b>	<b>69 db(A)</b>	<b>52 db(A)</b>

On appelle émergence la différence entre le niveau ambiant, établissement en fonctionnement et le niveau du bruit résiduel lorsque l'établissement est à l'arrêt.

On appelle zones à émergence réglementée :

- l'intérieur des immeubles habités ou occupés par des tiers, existant à la date de l'autorisation et leurs parties extérieures éventuelles les plus proches (cour, jardin, terrasse),
- les zones constructibles, définies par des documents d'urbanisme opposables aux tiers et publiés à la date de l'autorisation
- l'intérieur des immeubles habités ou occupés par des tiers qui ont été implantés après la date de l'arrêté d'autorisation dans les zones constructibles définies ci-dessus et leurs parties extérieures éventuelles les plus proches (cour, jardin, terrasse), à l'exclusion de celles des immeubles implantés dans les zones destinées à recevoir des activités artisanales ou industrielles.